

Le 12 août 2003

## Perspectives budgétaires

### Perspective d'un budget équilibré

- Les perspectives budgétaires pour 2003-2004 s'alignent sur le plan budgétaire de 2003. En date du 30 juin 2003, on prévoit un budget équilibré, tel que l'indiquait le plan budgétaire.

### Effets du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS)

- Si nous ne tenons pas compte des effets du SRAS sur les dépenses provinciales, l'Ontario afficherait un excédent de 73 millions de dollars.
- L'Ontario devra engager en 2003-2004 des coûts supplémentaires de 1 073 millions de dollars qui sont directement liés au SRAS. Si aucune aide financière n'est fournie par le gouvernement fédéral, la province contrebalancera ces dépenses plus élevées en utilisant 600 millions de dollars de la réserve de 1 milliard de dollars et en réduisant le Fonds de prévoyance de 400 millions de dollars afin d'équilibrer le budget.
- Si le gouvernement fédéral ne fournit pas le soutien approprié, il ne pourra être nécessaire de prendre des mesures supplémentaires.

www.ofina.on.ca

## Récapitulatif budgétaire

| 30 juin 2003                                                                                                                                     | 2002-2003<br>Chiffres<br>provisoires | 2003-2004          |                                |                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------------|----------------------------------|
|                                                                                                                                                  |                                      | Plan<br>budgétaire | Perspec-<br>tives<br>actuelles | Modif. en<br>cours<br>d'exercice |
| (En millions de dollars)                                                                                                                         |                                      |                    |                                |                                  |
| Recettes                                                                                                                                         | 66 391                               | 71 566             | 71 439                         | (127)                            |
| Dépenses                                                                                                                                         |                                      |                    |                                |                                  |
| Programmes                                                                                                                                       | 55 271                               | 59 390             | 59 243                         | (147)                            |
| Dépenses en immobilisations brutes                                                                                                               | 2 467                                | 3 170              | 3 170                          | —                                |
| Moins : Investissement net dans les immobilisations                                                                                              | 576                                  | 702                | 702                            | —                                |
| Intérêt sur la dette publique                                                                                                                    |                                      |                    |                                |                                  |
| Province                                                                                                                                         | 8 225                                | 8 188              | 8 135                          | (53)                             |
| Secteur de l'électricité                                                                                                                         | 520                                  | 520                | 520                            | —                                |
| Total des dépenses                                                                                                                               | 65 907                               | 70 566             | 70 366                         | (200)                            |
| Moins : Réserve                                                                                                                                  | —                                    | 1 000              | 1 000                          | —                                |
| Plus : Diminution/(Augmentation)de la insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (à recouvrer des consommateurs)* | 40                                   | —                  | —                              | —                                |
| Excédent/(Déficit) (à l'exclusion des effets du SRAS)                                                                                            | 524                                  | 0                  | 73                             | 73                               |
| Les effets du SRAS / Sans appui fédéral                                                                                                          |                                      |                    |                                |                                  |
| Dépenses                                                                                                                                         |                                      |                    | 1 073                          |                                  |
| Autres actions: Réduction du fonds de prévoyance                                                                                                 |                                      |                    | (400)                          |                                  |
| Réduction de la réserve                                                                                                                          |                                      |                    | (600)                          |                                  |
| Excédent/(Déficit) déclaré ce trimestre                                                                                                          | 524                                  | 0                  | 0                              | —                                |
| Avec appui fédéral pour le SRAS                                                                                                                  |                                      |                    |                                |                                  |
| Recettes (90 % des coûts liés au SRAS)                                                                                                           |                                      |                    | 965                            |                                  |
| Dépenses                                                                                                                                         |                                      |                    | 1 073                          |                                  |
| Fonds de prévoyance                                                                                                                              |                                      |                    | (35)                           |                                  |
| Excédent/(Déficit)                                                                                                                               | 524                                  | 0                  | 0                              | —                                |

\* Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Faits saillants économiques

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 0,7 % (taux annualisé de 2,9 %) au cours du premier trimestre de 2003, comparativement au taux de 0,4 % (taux annualisé de 1,7 %) enregistré au quatrième trimestre de 2002.

L'économie de l'Ontario a affiché de meilleurs résultats que celles de l'ensemble du pays et des États-Unis, qui ont progressé respectivement de 2,4 % et de 1,4 % (taux annualisé) au cours du premier trimestre.

En mai, les ventes au détail de l'Ontario se sont accrues de 1,6 %. Au cours des cinq premiers mois de 2003, les ventes au détail ont été de 4,1 % plus élevées que celles de la même période l'année dernière.

En juin, les mises en chantier de logements en Ontario ont fait un bond de 12,6 %, par rapport à mai, pour atteindre 86 900 logements. Au cours de

la première moitié de 2003, les mises en chantier ont été de 2,4 % inférieures à celles de la même période l'année dernière. Cela constitue tout de même un niveau très élevé puisque les ventes de 2002 ont été les plus fortes en 13 ans.

Le taux de chômage de l'Ontario a augmenté de 7,2 % en juillet, ce qui est inférieur à la moyenne canadienne de 7,8 %.

Les exportations de marchandises de l'Ontario ont diminué de 4,8 % au cours des cinq premiers mois de 2003 comparativement à la même période en 2002. Toujours au cours de ces cinq mois, la valeur des expéditions de biens manufacturés de la province a augmenté de 1,2 %.

Source : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

### Mise à jour du programme financier

- Les emprunts à long terme sur les marchés publics de la province pour 2003-2004 devraient totaliser 14,2 milliards de dollars, soit 2,4 milliards de dollars de plus que les chiffres indiqués dans le plan budgétaire de 2003-2004. Cette augmentation découle du fait que la province a décidé de tirer parti de la forte demande d'obligations de l'Ontario, notamment les Obligations d'épargne de l'Ontario, et des taux d'intérêt à long terme qui n'ont pas été aussi bas depuis longtemps. La province a donc décidé de modifier son programme de financement de la façon suivante :
  - Le changement de 600 millions de dollars quant aux éléments sans effet sur la trésorerie compris dans l'excédent est fondé sur l'hypothèse qu'aucun soutien financier pour les effets du SRAS ne sera accordé par le gouvernement fédéral. L'augmentation des emprunts n'aura pas d'incidence sur le plan visant à équilibrer le budget.
  - Une diminution moins importante des espèces et des quasi-espèces, qui passera de 3 milliards à 2 milliards de dollars.
  - L'élimination de l'augmentation des emprunts à court terme.
  - Une réduction de 535 millions de dollars quant aux emprunts prévus auprès du Régime de pensions du Canada.
- Bien que la majorité de ses emprunts ait été en dollars canadiens au cours du premier trimestre de 2003-2004, l'Ontario a également effectué de bons emprunts sur les marchés financiers internationaux. La province a émis sa première obligation en euros sur le marché mondial et a émis une obligation en dollars américains sur le marché mondial et trois euro-billets à moyen terme, un billet en dollars australiens, un en dollars de Hong Kong et un autre en yens japonais.
- En plus des emprunts et des rachats indiqués dans le tableau, la province a racheté des créances de 233 millions de dollars et financé ce rachat en contractant des emprunts équivalents à des taux plus avantageux.
- La campagne de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario de 2003 a généré 3,8 milliards de dollars au total, niveau qui a été dépassé une fois seulement dans le cadre d'une campagne de vente d'obligations provinciales au Canada. Les ventes d'Obligations d'épargne de l'Ontario de 2003 ont augmenté de 50 % par rapport à celles de l'année dernière. Au cours des neuf dernières années, plus d'un million de résidents de la province ont investi au total 22 milliards de dollars dans les Obligations d'épargne de l'Ontario.

#### Après le premier trimestre

- Au 12 août 2003, la province avait contracté 10,0 milliards de dollars dans le cadre de son programme d'emprunt à long terme sur les marchés publics de 2003-2004. Cela comprend la somme de 238 millions de dollars obtenue depuis la fin du premier trimestre grâce à deux billets à moyen terme sur le marché intérieur et à un emprunt en yens.

### Dette provinciale nette

- Les prévisions de la dette provinciale nette en date du 31 mars 2004 sont de 109,7 milliards de dollars, et demeurent inchangées par rapport au budget de 2003.

### Sommaire financier

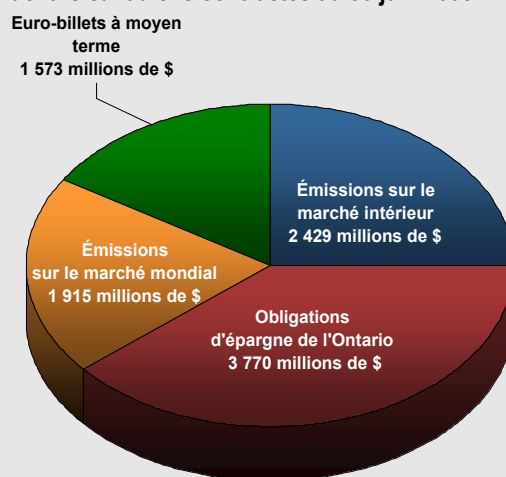
30 juin 2003

| (en millions de dollars)                                          | Chiffres provisoires 2002-2003 | 2003-2004       |                      | Changement au cours de l'exercice |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------|----------------------|-----------------------------------|
|                                                                   |                                | Plan budgétaire | Provisions actuelles |                                   |
| Excédent/(Déficit)                                                | 524                            | 0               | 0                    | —                                 |
| Redressements pour :                                              |                                |                 |                      |                                   |
| les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans l'excédent | (4 227)                        | (1 293)         | (1 893)              | (600)                             |
| l'amortissement des biens corporels                               | 763                            | 819             | 819                  | —                                 |
| Acquisition de biens corporels                                    | (1 339)                        | (1 521)         | (1 521)              | —                                 |
| Dette arrivant à échéance                                         | (11 588)                       | (10 146)        | (10 146)             | —                                 |
| Rachats anticipés de titres de créance                            | (1 094)                        | (1 000)         | (1 000)              | —                                 |
| Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada                   | —                              | 1 201           | 666                  | (535)                             |
| Diminution/(Augmentation) des espèces et des quasi-espèces        | (150)                          | 3 000           | 2 000                | (1 000)                           |
| Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme              | 1 300                          | 250             | —                    | (250)                             |
| Autres sources/(Utilisations) des espèces*                        | —                              | (3 156)         | (3 156)              | —                                 |
| <b>Emprunts à long terme sur les marchés publics</b>              | <b>15 811</b>                  | <b>11 846</b>   | <b>14 231</b>        | <b>2 385</b>                      |
| contractés en date du 30 juin 2003                                |                                |                 | 9 687                | —                                 |
| restants                                                          |                                |                 | 4 544                | —                                 |

\* Englobent le remboursement net par les organismes ou les prêts aux organismes et le transfert à la Desjardins Credit Union le 1<sup>er</sup> avril 2003 de tous les dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

### Emprunts à long terme sur les marchés publics 2003-2004

9 687 millions de dollars canadiens contractés au 30 juin 2003\*



\*Ne comprend pas les rachats de titres de créance.

### Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)

- Les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics de la SFIEO ont été révisés et sont passés à 4,2 milliards de dollars puisque la SFIEO a décidé de tirer parti des taux d'intérêt si bas pour commencer à acquitter l'engagement de 3 milliards de dollars pris en vertu de l'Ontario Nuclear Funds Agreement. Lors de la présentation du budget de 2003, on prévoyait devoir emprunter 3,5 milliards de dollars pour refinancer la dette à long terme venant à échéance.
- Au 30 juin 2003, la province avait contracté, au nom de la SFIEO, des emprunts de 2,2 milliards de dollars à long terme sur les marchés financiers publics.

Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables à ce jour, **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**